



Rivo Rakotovo dira ce qu'il voudra mais à chaque fois qu'il y a quelque chose qui cloche à Madagascar, son nom y est toujours associé...

Le verbe « *tancer* » sera certainement considéré comme fort par les adorateurs de l'idole Hvm. Mais c'est le mot qui convient dans cet appel « *diplomatique* » mais ferme à la vraie démocratie, envoyé sans escale au ministre d'Etat chargé des Infrastructures, de l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire, Rivo Rakotovo.

Par ailleurs, nous sommes conscients du contexte politique difficile et de la sensibilité particulière liée au secteur foncier. Nous avons compté au cours de cet entretien qu'une nouvelle version de Lettre de Politique Foncière a été, entre autres, adoptée dans le souci d'apaiser le climat social et pouvons tout à fait comprendre la position du Gouvernement. Nous voudrions néanmoins attirer votre attention sur les acquis et améliorations apportés par la Lettre de Politique du 26 mai 2015, qui sont remis en cause par les ajustements apportés à la dernière version.

Il en est ainsi de certains points sur lesquels plusieurs parties prenantes issues de la société civile, des collectivités territoriales décentralisées et des Partenaires Techniques et Financiers ont échangé, et estimé être susceptibles d'approfondissements et de discussions. En particulier, nous nous interrogeons sur :

- le caractère permanent et juridiquement reconnu du certificat foncier ;
- la suppression de l'option de confier aux gérants fonciers communaux la culture d'opérations cadastrales suspendues depuis plusieurs décennies ;
- la gestion des réserves à vocation agricole, de reboisement ou encore de développement local par l'administration foncière ;
- l'accès à un service public de gestion foncière abordable aux petits exploitants agricoles et à la population rurale en termes de coûts, de délais de délivrance de certificats et d'assurance légale.

Ainsi, afin d'asseoir la réforme de la politique foncière sur une base large et solide de soutien de toutes les parties prenantes, il nous semble opportun de proposer l'organisation d'un atelier national d'échange sur la politique foncière en général et sur la LPF en particulier. Cet atelier permettra à toutes les parties prenantes du secteur foncier, de la décentralisation et du développement local, de mieux comprendre les nouvelles orientations et d'évaluer les opportunités et les risques.

Mais pour éviter le précédent « *remerciement* » avant terme de l'ambassadeur français François Goldblatt, à propos du limogeage du Dg du Trésor, Orlando Robimanana, suite à un hold-up raté du même Rivo Rakotovo, les représentants de bailleurs de fonds se sont mis à plusieurs (UE, AfD, BAD, Banque mondiale, FAO, GIZ) et n'ont pas utilisé un compte twitter... Le 16 septembre 2015, ils ont carrément envoyé une lettre co-signée à l'intéressé pour lui

«

proposer

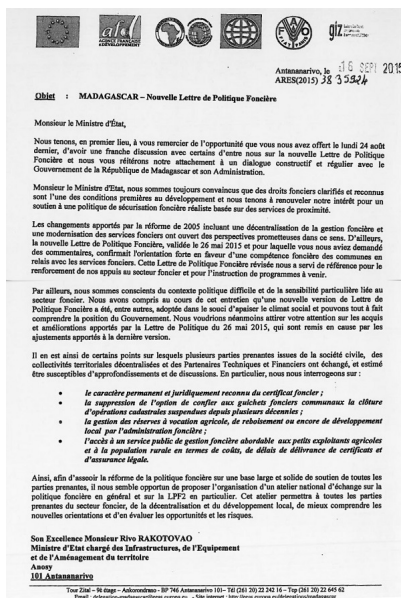
»

d'organiser un atelier national à propos de la nouvelle Lettre de Politique Foncière qui semble

bien avoir été rédigé unilatéralement sans se soucier des intérêts du peuple malgache.

Ci-après l'intégralité de cette lettre, et on verra bien si le Rivo Rakotovoao -décidément l'homme par qui tous les scandales arrivent depuis qu'il a fait emprisonner deux journalistes malgaches, par orgueil déplacé- invoquera la fameuse « souveraineté nationale ». Car il ne peut pas tous les expulser sinon *adios volabe*

...



Jeannot Ramambazafy – 29 septembre 2015